



Ukraine : le travail et la guerre

Laurent Vogel

Chercheur associé, ETUI

Depuis le début de l'invasion massive par l'armée russe, les conditions de travail en Ukraine ont été transformées profondément. Aucune guerre ne peut être gagnée simplement sur les champs de bataille. C'est la mobilisation de la société ukrainienne, et particulièrement des travailleuses, qui explique l'échec de la guerre-éclair russe. Le mouvement ouvrier ukrainien n'entend pas se limiter à repousser l'invasion. Il veut garantir l'avenir d'une société plus égalitaire, plus sociale, plus démocratique¹.

Le 24 février 2022, l'Ukraine se réveille à l'heure d'une guerre totale. Pour beaucoup, c'est une surprise. Des colonnes de blindés russes se dirigent vers Kiev. Des troupes aéroportées attaquent à proximité de la capitale. L'armée russe attaque sur une ligne de front de plus de 1 000 kilomètres. De la frontière biélorusse à proximité de Chernobyl jusqu'à la mer Noire. Partout dans le monde, partisans et adversaires de Poutine pensent que la disproportion des forces militaires est telle que la guerre sera gagnée par la Russie en quelques semaines. Les États-Unis offrent au président Zelenskyi de l'exfiltrer de Kiev pour qu'il prenne le chemin de l'exil.

Ce matin-là, chacun en Ukraine a dû se situer face à cette guerre. Les clivages anciens qui traversaient la société ont été remodelés. Le premier grand échec de l'offensive russe a été le refus massif de collaborer avec l'envahisseur qui a déclenché, en représailles, une énorme violence contre la population civile dès que l'échec de la guerre-éclair est devenu patent. Nulle part, les occupants n'ont été accueillis en libérateurs. Parmi les élites, les candidats à la collaboration n'ont guère été nombreux.

Tandis que des dizaines de milliers de volontaires se précipitaient vers les bureaux de recrutement militaire, d'autres se lançaient avec une créativité énorme dans les formes de résistance qui étaient à leur portée. À Kiev, des milliers de jeunes ont transformé des drones de loisir en armes de combat très simples qui ont contribué à bloquer l'avance des blindés.

Les travailleurs ont joué un rôle essentiel dans la résistance, particulièrement dans les secteurs où les syndicats étaient présents. C'est Yelena Sabirova, avec ses 19 ans de métier, qui décide de continuer à conduire le tram à Kiev après que la ville a été à moitié désertée, ce sont les mineurs aux alentours de Kryvyi Rih au sud du pays qui se répartissent les tâches : les uns vont vers le front, les autres assurent la continuité de l'extraction du minerai de fer. Le lien constant entre la mine et le front est

maintenu par des convois quotidiens qui apportent aux combattants de la nourriture, des équipements.

La guerre transforme complètement le travail du personnel des chemins de fer. En quelques semaines, il faut assurer le déplacement de presque un tiers de la population : 8 millions de réfugiés à l'étranger, 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. Il faut aussi assurer le transport des volontaires et des conscrits vers le front, assurer l'approvisionnement alimentaire et la circulation d'autres biens essentiels. Les principales gares doivent être aménagées pour héberger et nourrir la masse des réfugiés. Les syndicats soutiennent une campagne d'information menée par des associations féministes sur la présence d'organisations criminelles qui se livrent à la traite des femmes, profitant du désespoir de réfugiées. Ce travail se fait parfois sous les bombes. À Kramatorsk, le 8 avril 2022, deux missiles russes frappent la gare qui hébergeait plus de 1 000 réfugiés en attente d'évacuation. Il y aura 57 morts, dont 5 enfants.

Le slogan populaire "Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros" paraît en décalage avec la situation réelle d'une guerre où l'héroïsme est avant tout collectif et quotidien, indépendamment de la forme que prend l'engagement de chaque personne. La plus grande victoire remportée par cette résistance

1. Cet article doit beaucoup à Artem Tidva, Daria Saburova et Denys Gorbach. Artem est un des organisateurs du syndicat ukrainien des services publics, affilié à la Fédération des syndicats ukrainiens (FPU) ainsi qu'à la Fédération syndicale européenne des services publics. Daria et Denys sont des chercheurs ukrainiens vivant en France qui participent aux activités du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

populaire multiple - qui, à l'arrière, est massivement féminine - a été l'échec de la campagne de bombardements russes de l'hiver 2022-2023. En détruisant systématiquement les infrastructures indispensables à la production d'électricité, d'eau potable et au chauffage, l'armée russe remettait en cause la survie de la population. Elle pensait ainsi acculer le pays à une capitulation et menaçait les autres pays d'Europe d'un afflux massif de réfugiés.

La bataille de l'hiver a été gagnée grâce à un réseau dense de collectifs de solidarité où les femmes des milieux populaires ont souvent tenu un rôle dirigeant. C'est ce qu'a pu observer Daria Saburova, une chercheuse travaillant pour le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, à Kryvyi Rih où elle a séjourné entre janvier et avril 2023. Contrairement aux grandes ONG dirigées par les classes moyennes, généralement liées aux Églises ou aux partis parlementaires libéraux ou nationalistes, et qui agissent souvent sans établir de contacts directs avec la population, les petites organisations locales de solidarité mènent un double travail. À l'arrière, elles viennent en aide aux réfugiés ainsi qu'aux habitants des zones récemment libérées. Sur le front, elles maintiennent un contact permanent avec les soldats. Dans un premier temps, ce contact était indispensable en raison des insuffisances de la logistique. Aujourd'hui, c'est surtout le maintien d'un lien fort entre l'armée et le peuple qui motive les bénévoles. Beaucoup de femmes apportent de la nourriture au front en disant : l'aide que j'y apporte à des soldats que je ne connais pas sera apportée à mes fils ou à mon mari dans d'autres régions par d'autres femmes. La guerre devient une expérience collective qui renforce l'autonomie des couches populaires par rapport à l'État.

La guerre devient une expérience collective qui renforce l'autonomie des couches populaires par rapport à l'État.

2. Voir la vidéo de l'exposé de Daria Saburova sur la question linguistique : <https://solidarity-ukraine-belgium.com/daria-saburova-sur-la-question-linguistique-en-ukraine/>

Les travailleuses ukrainiennes se sont engagées massivement dans des activités bénévoles qu'elles organisent de manière autonome.

Le dépassement de certains clivages

L'armée russe a attaqué des régions d'Ukraine où une partie importante de la population est classifiée comme "russophone". La réalité est plus complexe². La caractéristique principale de ces régions d'Ukraine est ce que les linguistes appellent une diglossie. Les personnes passent du russe à l'ukrainien avec aisance, en fonction des interlocuteurs, du type de conversation. Il est fréquent qu'une discussion se déroule en plusieurs langues. Une partie des milieux populaires parle des surzhyks. Il s'agit d'un ensemble linguistique qui intègre à la fois du russe et de l'ukrainien et qui est considéré comme "impur" par les nationalistes des deux pays.

Pour les nationalistes russes, ces populations étaient supposées adhérer au "monde russe" et accueillir l'invasion comme une libération. Il s'agissait souvent de régions où la population ouvrière avait été majoritairement anti-Maïdan, notamment parce qu'elle estimait qu'une intégration dans l'Union européenne aurait des conséquences lourdes en termes d'emploi.

L'invasion du 24 février a complètement changé la donne. L'extrême brutalité de l'invasion a été rapidement connue grâce aux contacts individuels, d'amis ou de membres de la famille dans les territoires occupés. Ces interactions personnelles étaient considérées comme plus fiables que les informations officielles qu'elles soient russes ou ukrainiennes. La population a pris conscience que l'armée russe s'en prenait prioritairement aux populations civiles, qu'elle interdisait les syndicats dans toutes les villes occupées, qu'elle mettait en place des "centres de filtration" où les personnes étaient souvent torturées et parfois exécutées. Dans certains cas, un simple tatouage évoquant de possibles allégeances nationalistes ou politiques pouvait représenter un risque. À cela s'ajoutait le pillage lié à l'incapacité de la logistique russe à nourrir sa propre armée.

L'expérience de huit ans d'occupation du Donbass a contribué à ce changement de perspective. En 2014, une partie de la population urbaine a soutenu les séparatistes qui promettaient un processus sans grande effusion de sang et une amélioration rapide des conditions de vie. Contrairement à ce qui s'était passé en Crimée, la sécession du Donbass a été très sanglante et a abouti à la prise du pouvoir par des clans mafieux. Les industries appartenant à des oligarques ukrainiens ont été confisquées puis redistribuées entre ces clans avant d'être nationalisées et démantelées. La majorité des usines ont cessé de fonctionner et les équipements de valeur ont été transférés en Russie. Pour les hommes en âge de travailler, l'employeur principal est devenu le réseau de milices qui administre la région. Cela a provoqué un exode de la population ouvrière tant vers l'Ukraine que vers la Russie ou d'autres parties du monde. Seuls les retraités pouvaient trouver leur compte dans la mesure où ils continuaient à toucher leur pension ukrainienne et ils pouvaient toucher une pension russe à condition d'accepter un passeport russe. En 2022, même les secteurs populaires qui avaient été les plus anti-Maïdan rejetaient la perspective de suivre l'exemple du Donbass. Dans les territoires occupés, les administrations mises en place par les Russes ont dû être formées majoritairement de personnes extérieures, originaires de Russie ou appartenant aux milices séparatistes.

Des femmes unies pour soutenir le secteur de la santé

Le secteur de la santé est vital en temps de guerre comme en temps de paix. Avec une immense majorité de femmes qui y travaillent, c'est un secteur mal payé, affaibli par les politiques de privatisation. Il n'a jamais été considéré comme prioritaire par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance en 1991. Entre 1991

et 2017, le nombre d'infirmières est passé de 670 000 à 360 000 d'après Nina Kozlovska, fondatrice du mouvement syndical des infirmières, "Sois comme Nina"³. L'ensemble du personnel de soin a continué à diminuer de près de 140 000 personnes entre 2017 et 2022. Le ministère de la Santé est un organisme bureaucratique, lent à s'adapter à un changement brutal de la situation et des besoins. Sa propre inefficacité lui permet de justifier le recours croissant au secteur privé.

Dès le début de l'invasion massive, les infirmières n'attendent pas de recevoir des consignes de leur direction. Elles se répartissent les tâches entre celles qui restent dans les hôpitaux et centres de santé et celles qui vont renforcer les services de première ligne

3. Un rapport du syndicat "Sois comme Nina", La douleur des infirmières ukrainiennes en temps de guerre, *Soutien à l'Ukraine Résistante*, n° 20, juin 2023. https://www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a-lukraine-re-sistante-n-deg-20.pdf

4. Communiqué de presse de l'OMS, 30 mai 2023, <https://www.who.int/europe/fr/news/item/30-05-2023-who-records-1-000th-attack-on-health-care-in-ukraine-over-the-past-15-months-of-full-scale-war>

5. Résolution n° 28 du conseil des ministres du 13 janvier 2023.

↳ "Après la guerre"
Illustration: © Katya Gritsev

sur le front. Leurs hôpitaux sont la cible des bombardements russes. Après 15 mois de guerre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a enregistré 1 004 attaques russes contre des établissements de santé. Le docteur Jarno Habicht, représentant de l'OMS en Ukraine, ne cache pas son admiration : "Le fait que le système de santé ukrainien continue de fonctionner dans de telles circonstances témoigne du dévouement héroïque des personnels de santé. Malgré les défis posés d'abord par la pandémie de Covid-19 et maintenant par plus d'un an de guerre, les personnels de santé ukrainiens restent étonnamment forts, courageux et patients, jour après jour, sauvant des vies et dispensant des soins à ceux qui en ont besoin."⁴

Ce courage et ce dévouement ne peuvent être séparés d'une prise de conscience d'intérêts collectifs en tant que travailleuses. C'est ce qui explique que différents hôpitaux du pays, des collectifs syndicaux se sont unifiés sous l'appellation "Sois comme Nina" à la fois pour rendre possible un travail de qualité et pour améliorer les conditions de travail du personnel. Les infirmières qui en font partie dénoncent le fait qu'en dépit d'une croissance spectaculaire des besoins de soins de santé liée à la guerre, certains hôpitaux profitent de la loi martiale pour licencier du personnel, réduire les salaires et pour imposer un volume important d'heures supplémentaires non rétribuées. Ils imposent parfois un passage du temps plein au temps partiel alors même que les heures supplémentaires se multiplient.

Autant les travailleuses ukrainiennes se sont engagées massivement dans des activités bénévoles qu'elles organisent de manière

autonome, autant elles refusent que leur travail salarié soit dévalorisé. Elles dénoncent les réductions de salaire alors que certains hôpitaux continuent à faire du profit. Actuellement, le salaire mensuel minimum des infirmières est d'environ 320 euros. Dans de nombreux hôpitaux, il a été réduit ou est payé avec d'importants retards. Cette situation est rendue possible par une résolution de 2023 du gouvernement ukrainien⁵ qui l'autorise pour les employeurs d'institutions de santé où les dépenses salariales (charges sociales comprises) dépassent 85 % des fonds reçus comme subsides. Autrement dit, les employeurs peuvent décider unilatéralement de réduire les salaires en fonction des aléas liés à leur propre gestion.

Ce combat permet de prendre ses distances d'une vision d'une société rendue unanime par les conditions de la guerre. S'il y a un large consensus autour de la nécessité de repousser l'invasion, l'affrontement est vif autour des projets de société qui s'affrontent de manière très concrète dans la vie quotidienne, au travail et hors du travail. Une loi de 2022 punissant les collaborateurs a été élaborée sous l'influence des forces nationalistes. Elle tend à étendre la notion de collaboration au-delà des activités menées au service de la machine administrative et répressive de l'occupant. Cela représente une menace pour les milieux populaires ne disposant pas d'épargne et contraints de continuer à travailler en dépit de l'occupation. Une des victoires obtenues par la pression des travailleuses est que l'État a renoncé à poursuivre pénalement le personnel des soins qui a continué à travailler dans les territoires occupés qui ont été libérés ultérieurement.



Une lutte sur deux fronts

Depuis le début de la guerre à grande échelle, le mouvement syndical ukrainien se bat sur deux fronts. Il participe massivement à la lutte pour chasser les occupants russes. De nombreux syndicalistes combattent dans les rangs de l'armée et de la défense territoriale. Leur collectif de travail reste en contact quotidien avec eux et leur assure un appui matériel et psychologique constant. D'autre part, dans les entreprises, il y a une lutte quotidienne pour défendre les droits sociaux et syndicaux contre les mesures gouvernementales qui utilisent la loi martiale pour remettre en cause les conventions collectives, faciliter les licenciements et réduire les droits syndicaux⁶. Sous la loi martiale, la grève et les manifestations sont interdites. Cela n'empêche pas les syndicats de lutter et, dans certains cas, de passer à la grève.

On y trouve des exemples dans de nombreux secteurs comme ces mineurs de Novovolynsk (Ukraine occidentale) partis en grève en septembre 2022 contre la nomination d'un nouveau directeur corrompu et autoritaire ou ces jeunes livreurs de l'entreprise Bolt Food à Dnipro et à Kiev qui se mobilisent en octobre 2023 contre une détérioration de leurs conditions de travail. L'ensemble de ces mouvements montre à quel point la résistance est globale : sur le front contre l'occupant, à l'arrière pour une société plus égale et démocratique. Dans un certain nombre de petites entreprises, des formes d'autogestion sont apparues⁷. Pour toutes les activités essentielles comme la santé, l'éducation, les transports, la créativité des collectifs de travail a dû improviser des solutions d'urgence qui ont démontré une plus grande efficacité que ce qui était proposé par le management.

De ce point de vue, l'Ukraine nous est très proche. Ce n'est pas sa situation géographique qui l'explique mais le fait que la résistance populaire en Ukraine partage les mêmes objectifs que les forces progressistes en Europe. Loin de se réduire à une action caritative, la solidarité permet de créer une solidarité réciproque entre les syndicats d'Ukraine et les syndicats en Europe et dans le monde. Que ce soit sous la forme de convois syndicaux, par l'invitation de syndicalistes d'Ukraine à faire des tournées à l'étranger ou par la publication d'informations et d'analyses émanant des syndicats et des autres forces progressistes de la société ukrainienne, la mise en œuvre de cette solidarité est d'autant plus importante que le conflit se prolonge. ●

Dans les entreprises, il y a une lutte quotidienne pour défendre les droits sociaux et syndicaux contre les mesures gouvernementales qui utilisent la loi martiale.

Londres-sur-Dniepr

Une scène inhabituelle s'est produite à Londres le vendredi 29 septembre 2023. Devant le siège de Veolia, le parlementaire travailliste John Mc Donnell a pris la parole avec Yulia Yurchenko, une militante de l'organisation de gauche ukrainienne Sotsyalnyi Rukh sous les drapeaux du General and Municipal Boilermakers Union (GMB). Le GMB est un des principaux syndicats britanniques avec plus de 560 000 membres, principalement dans des secteurs industriels.

Le GMB avait décidé d'organiser une semaine de grève dans les usines de recyclage des déchets du Nottinghamshire à partir du lundi 25 septembre, pour revendiquer une augmentation de salaire. Ces usines traitent les déchets collectés auprès de plus de 250 000 foyers dans le cadre du contrat de Veolia avec le conseil du comté du Nottinghamshire. Selon Mick Coppin, organisateur du GMB, "Veolia Nottinghamshire engrange d'énormes sommes d'argent sur le dos des contribuables locaux. En retour, elle demande aux travailleurs locaux d'effectuer des tâches dangereuses, difficiles et malodorantes pour le salaire minimum. Nos membres n'ont plus les moyens de chauffer leur maison et de payer leurs factures. Ils sont réduits à la misère par une entreprise multimillionnaire."

L'Ukraine Solidarity Campaign, qui compte sur une base syndicale importante, a mis en avant que Veolia, qui refuse de négocier avec le GMB, continue à négocier des opérations commerciales avec le régime russe.

Depuis l'invasion massive, l'Ukraine appelle les entreprises qui continuent à faire des affaires en Russie à prendre des mesures immédiates pour couper les liens et se retirer de manière responsable. Veolia a refusé cet acte de solidarité. Le groupe fait partie des 23 multinationales françaises qui n'ont rien modifié à leur activité en Russie depuis février 2022. C'est ce qu'indique notamment la base de données sur les entreprises multinationales en Russie qui a été établie par l'Université de Yale aux États-Unis*.

Le GMB a fourni de l'aide humanitaire et de l'assistance aux membres de syndicats ukrainiens qui combattent sur le front. Les membres du GMB travaillant pour Veolia à Londres ont déjà organisé des manifestations de soutien à l'Ukraine. Sur leurs piquets de grève, ils ont déployé des drapeaux ukrainiens en signe de solidarité avec le peuple ukrainien. Le GMB a été à l'initiative d'une résolution du dernier congrès du TUC, la confédération des syndicats britanniques. Cette résolution du 12 septembre 2023** témoigne d'un engagement ferme des syndicats britanniques dans des activités multiples de solidarité "du bas vers le bas" qui créent des liens directs entre syndicalistes des deux pays.

* On peut trouver cette liste sur <https://som.yale.edu/story/2022/over-1000-companies-have-curtailed-operations-russia-some-remain>

** La résolution se trouve sur : <https://solidarity-ukraine-belgium.com/une-victoire-pour-la-solidarite-syndicale-des-travailleurs-en-grande-bretagne-et-en-ukraine/>

6. Voir l'excellent article d'Alexandre Kitral, *Ukraine : résistances sociales au travail*. <https://solidarity-ukraine-belgium.com/ukraine-resistances-sociales-au-travail/>

7. *Ukraine : "The practice of self-management is widespread"*, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64403>